

L'Adresse—M. Saltsman

Le gouvernement a très souvent tendance à prendre les idées de mes collègues de droite; chaque fois qu'il prend des idées, c'est là qu'il regarde. L'indexation était une idée des progressistes conservateurs et je pense que nous payons très cher l'indexation de l'impôt sur le revenu. C'est une chose que d'indexer aux niveaux inférieurs où il en résulte une distribution plus juste des revenus. Quand on indexe à tous les niveaux, cependant, il en résulte des économies d'impôt très importantes pour les nantis.

Le gouvernement avait prévu un déficit de quelque 5 milliards de dollars, un déficit sans précédent, et se retrouve maintenant avec un déficit de 8 milliards de dollars qui ne contribue pratiquement pas à stimuler l'économie. C'était censé fonctionner. De gros déficits étaient censés stimuler l'économie et créer des emplois. Mais il n'en est rien. Les réductions d'impôt étaient censées offrir des encouragements à la consommation, qui devaient encore une fois créer des emplois. Mais il faut se détromper.

On devrait se rendre compte que le système est une faillite, monsieur l'Orateur. Rien ne marche et pourtant, nous avons vu ce soir le ministre des Finances tenter de rapiécer le même vieux tonneau pourri. Il semble espérer que le peuple trouvera le résultat satisfaisant.

M. Woolliams: Il n'y a pas d'eau dans le tonneau.

M. Saltsman: Il en reste un peu, pas beaucoup. Si l'on examine les propositions mises de l'avant par le gouvernement ce soir, on pourrait admettre qu'il n'a pas tout à fait tort. Il est sur la bonne voie. Il se propose d'ajouter 150 millions aux dépenses fédérales de création d'emplois. Ce que nous souhaiterions—et nous allons proposer un amendement à cet effet, c'est que des dégrèvements fiscaux de 1.2 milliard accordés aux entreprises dans le dernier budget, devraient être annulés et ajoutés aux 150 millions afin de stimuler l'embauche.

Nos collègues à ma droite peuvent bien dire que le gouvernement devrait abandonner certaines affaires et laisser les mains libres à l'entreprise. C'est précisément ce que le gouvernement a fait depuis quelques années suite aux suggestions de nos amis du parti progressiste conservateur. Il a réduit les dépenses gouvernementales—du moins il a essayé; il s'est montré plus conservateur que les conservateurs eux-mêmes. Résultat? Le chômage s'est aggravé. Théoriquement, si le gouvernement relâche son emprise sur l'économie, le secteur privé prendra sa place et va créer des emplois. Ils réclament ceci: «libérer l'entreprise privée; laisser l'entreprise privée créer des emplois». Celle-ci a eu le champ libre et nous avons de moins en moins d'emplois.

Ce matin encore, mon collègue le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) m'annonçait une mauvaise nouvelle: près de 3,000 travailleurs de Sudbury et de 650 à Thompson seront mis à pied. C'est ainsi que l'entreprise privée utilise sa liberté, monsieur l'Orateur.

Je ne reproche pas au secteur privé de ne pas pouvoir créer des emplois. Si le marché mondial du nickel est déprimé ou si d'autres facteurs sont en cause, on ne peut pas reprocher au secteur privé d'en être la cause. Ce que j'essaie de dire, c'est que l'entreprise privée ne peut pas fournir des emplois même si l'on a donné des stimulants à l'industrie minière et accordé des amortissements fiscaux. Le gouvernement a perdu 1.2 milliard de dollars de recettes fiscales et quelqu'un doit combler la différence. En dépit de tout cela, il y a de moins en moins

[M. Saltsman.]

d'emplois dans le secteur privé. Ce n'est pas parce que le secteur privé fait preuve d'esprit de contradiction. Si la demande est insuffisante, si les pays étrangers n'achètent pas les ressources sur lesquelles nous avons malheureusement trop compté pendant trop longtemps et si les gens n'achètent pas de biens et de services dans notre économie, le monde des affaires ne peut réagir. Dans une société moderne, c'est maintenant le gouvernement et non plus le secteur privé qui fournit les stimulants.

Le secteur privé est certainement très utile dans notre société et il faut l'encourager. Je l'affirme sans ambages. Bien des groupes du secteur privé rendent service à l'économie, mais ils ne sont plus maîtres de la situation. Mes amis à ma droite et peut-être de l'autre côté pourraient dire que c'est parce que le Canada est devenu très socialiste. Je pense qu'on dit ordinairement: «Le monde des affaires a perdu confiance dans l'économie; il a perdu confiance dans le gouvernement». Je vois que mes amis du parti progressiste conservateur sont d'accord avec cette déclaration.

M. Bawden: C'est la première chose que vous dites qui soit vraie.

M. Saltsman: Dans ce cas, comment expliquez-vous que les États-Unis connaissent aussi une récession? Sont-ils socialistes?

M. Bawden: Leur dollar est en meilleure posture que le nôtre.

M. Saltsman: Le dollar est sérieusement en baisse en comparaison avec la livre britannique, entre autres.

Même si le gouvernement peut être blâmé pour quantité de choses—et je crois qu'en termes relatifs nous aurions pu faire mieux que le Luxembourg—si vous examinez attentivement ce qui se produit dans le monde occidental, vous verrez que nous partageons le même sort que pratiquement tous les pays du monde industrialisés. L'inflation fait rage partout dans le monde. Même les pays qui n'avaient pas connu de chômage depuis 30 ans, en ont maintenant. L'Occident traverse une crise. Sous de nombreux rapports, et j'allais dire que ce qui est choquant, mais en fait c'est plus que choquant—c'est écœurant—

M. Alexander: Répugnant.

Une voix: Révoltant.

M. Saltsman: Les adjectifs fusent de tous les côtés de la Chambre, lancés par des gens qui manient la langue anglaise avec aisance. Ce qui était si troublant dans le discours du ministre ce soir, c'est que nulle part on ne trouvait de signe, de preuve ou d'assurance qu'il comprenait le problème. C'est toujours la même rengaine: «des choses ne vont pas très bien, mais elles vont s'améliorer».

Si nous nous penchons sur l'histoire de la société occidentale au début des années 30—je ne prédis pas une récession du genre de celle que nous avons connue alors, mais je vois le même genre d'attitude, d'aveuglement, le sentiment que la prospérité nous attend au coin de la rue. Je vois qu'on oublie à nouveau que les bases de notre société sont ébranlées. Il a fallu les préparatifs de guerre, et la guerre elle-même, dix ans de misère, pour extirper le monde occidental du pétrin dans lequel il s'était enlisé.

Nous avons surmonté cette épreuve. Nous avons géré nos économies selon la doctrine de Keynes. L'ensemble du monde